Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 269 del 16 novembre 1988 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 16 novembre 1988** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 101

LEGGE 27 ottobre 1988, n. **487.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo alla convenzione del 1979 sull'inquinamento atmosferico oltre confine a lunga distanza relativo alla riduzione di emissione di zolfo o dei suoi flussi oltre confine di almeno il 30 per cento, adottato a Helsinki l'8 luglio 1985.

LEGGE 27 ottobre 1988, n. **488.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo alla convenzione del 1979 sull'inquinamento atmosferico transfrontaliero a lunga distanza, relativo al finanziamento a lungo termine del Programma concertato di sorveglianza continua e di valutazione del trasporto a lunga distanza di sostanze inquinanti atmosferiche in Europa (EMEP), adottato a Ginevra il 28 settembre 1984.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI PRESIDENZIALI

LEGGE 27 ottobre 1988, n. 487.

Ratifica ed esecuzione del protocollo alla convenzione del 1979 sull'inquinamento atmosferico oltre confine a lunga distanza relativo alla riduzione di emissione di zolfo o dei suoi flussi oltre confine di almeno il 30 per cento, adottato a Helsinki l'8 luglio 1985.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo alla convenzione del 1979 sull'inquinamento atmosferico oltre confine a lunga distanza, relativo alla riduzione di emissione di zolfo o dei suoi flussi oltre confine di almeno il 30 per cento, fatto a Helsinki l'8 luglio 1985.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 11 del protocollo stesso.

Art. 3.

1. Con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri, su proposta del Ministro dell'ambiente, di concerto con il Ministro della sanità, saranno emanate le direttive generali ed i criteri da adottarsi per il perseguimento degli obiettivi individuati dal protocollo di cui all'articolo 1.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 ottobre 1988

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

PROTOCOLE À LA CONVENTION SUR LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE TRANSFRONTIÈRE À LONGUE DISTANCE, DE 1979, RELATIF À LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE SOUFRE OU DE LEURS FLUX TRANSFRONTIÈRES D'AU MOINS 30 POUR CENT

NATIONS UNIES
1985

PROTOCOLE A LA CONVENTION SUR LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE TRANSFRONTIERE A LONGUE DISTANCE, DE 1979, RELATIF A LA REDUCTION DES EMISSIONS DE SOUFRE OU DE LEURS FLUX TRANSFRONTIERES D'AU MOINS 30 POUR CENT

Les Parties,

Résolues à donner effet à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance,

Préoccupées par le fait que les émissions actuelles de polluants atmosphériques causent des dommages étendus dans les régions exposées d'Europe et d'Amérique du Nord à des ressources naturelles d'importance vitale pour l'environnement et l'économie, comme les forêts, les sols et les eaux, de même qu'aux matériaux (y compris les monuments historiques) et ont dans certaines circonstances des effets nocifs pour la santé humaine, x

Conscientes que les principales sources de pollution atmosphérique qui contribuent à l'acidification de l'environnement sont la combustion de combustibles fossiles pour la production d'énergie et les principaux processus technologiques dans divers secteurs industriels, ainsi que les transports qui provoquent l'émission de dioxyde de soufre, d'oxydes d'azote et d'autres polluants,

Considérant qu'une priorité élevée devrait être accordée à la réduction des émissions du soufre qui aura des effets positifs sur l'environnement, la situation économique d'ensemble et la santé humaine,

Rappelant la décision prise par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) à sa trente-neuvième session soulignant qu'il est urgent de redoubler d'efforts pour parvenir à coordonner les stratégies et les politiques nationales dans la région de la CEE afin de réduire effectivement les émissions de soufre au niveau national,

Rappelant que l'Organe exécutif de la Convention a reconnu à sa première session qu'il fallait diminuer effectivement les émissions annuelles totales de composés sulfureux ou leurs flux transfrontières d'ici à 1993-1995, en prenant les niveaux de 1980 comme base de calcul,

Rappelant que la Conférence multilatérale sur les causes et la prévention des dommages causés aux forêts et à l'eau par la pollution atmosphérique en Europe (Munich, 24-27 juin 1984) avait demandé à l'Organe exécutif de la Convention d'adopter, en première priorité, une proposition en vue d'un accord spécial visant à réduire les émissions nationales annuelles de soufre ou leurs flux transfrontières d'ici à 1993 au plus tard,

Notant qu'un certain nombre de parties contractantes à la Convention ont décidé d'opérer des réductions de leurs émissions nationales annuelles de soufre ou de leurs flux transfrontières d'au moins 30 % aussitôt que possible et au plus tard d'ici à 1993, en prenant les niveaux de 1980 comme base pour le calcul des réductions,

Reconnaissant d'autre part, que certaines parties contractantes à la Convention, bien qu'elles ne signent pas le présent Protocole au moment de son ouverture à la signature, contribueront néanmoins notablement à la réduction de la pollution atmosphérique transfrontière ou poursuivront leurs efforts pour contrôler les émissions de soufre, ainsi qu'il est indiqué dans le document annexé au rapport de l'Organe exécutif à sa troisième session,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Définition

Aux fins du présent Protocole,

1. On entend par "Convention", la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance adoptée à Genève le 13 novembre 1979;

2. On entend par "EMEP", le Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe;

3. On entend par "Organe exécutif", l'Organe exécutif de la Convention constitué en vertu du paragraphe 1 de l'article 10 de la Convention;

4. On entend par "zone géographique des activités de l'EMEP", la zone définie au paragraphe 4 de l'article premier du Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du tranport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP), adopté à Genève le 28 septembre 1984;

5. On entend par "Parties", sauf indication contraire du contexte, les Parties au présent Protocole.

Article 2

Disposition fondamentale

Les Parties réduiront leurs émissions annuelles nationales de soufre ou leurs flux transfrontières d'au moins 30 % aussitôt que possible et au plus tard d'ici à 1993, en prenant les niveaux de 1980 comme base de calcul des réductions.

Article 3

Réductions supplémentaires

Les Parties reconnaissent la nécessité pour chacune d'entre elles d'étudier au niveau national le besoin de réductions supplémentaires, supérieurs à celles mentionnées à l'article 2, des émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières si la situation environnementale l'exige.

Article 4

Rapports sur les émissions annuelles

Chaque Partie informe annuellement l'Organe exécutif du niveau de ses émissions annuelles de soufre et de la base sur laquelle il a été calculé.

Article 5

Calculs des flux transfrontières

L'EMEP fournit à l'Organe exécutif, en temps opportun avant ses réunions annuelles, des calculs faits au moyen de modèles appropriés des quantités de soufre, des flux transfrontières et des retombées de composés de soufre correspondant à l'année précédente dans la zone géographique des activités de l'EMEP. Dans les régions hors de la zone des activités de l'EMEP, des modèles appropriés aux circonstances particulières sont utilisés.

Article 6

Programmes, politiques et stratégies nationaux

Les Parties établissent sans retard, dans le cadre de la Convention, des programmes, politiques et stratégies nationaux permettant de réduire les émissions de soufre ou leurs flux transfrontières d'au moins 30 % le plus tôt possible et au plus tard pour 1993, et font rapport à l'Organe exécutif à ce sujet et sur les progrès accomplis vers cet objectif.

Article 7

Amendements au Protocole

1. Toute Partie peut proposer des amendements au présent Protocole.

2. Les propositions d'amendements sont soumises par écrit au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe qui les communique à toutes les Parties. L'Organe exécutif examine les propositions d'amendements à sa réunion annuelle la plus proche dès lors que les propositions ont été communiquées aux Parties par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe au moins quatre-vingt-dix jours à l'avance.

3. Les amendements aux présent Protocole sont adoptés par consensus des représentants des Parties; un amendement entre en vigueur à l'égard des Parties qui l'ont accepté le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date à laquelle deux tiers des Parties ont déposé leurs instruments d'acceptation de cet amendement. Un amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date à laquelle ladite Partie dépose son instrument d'acceptation de cet amendement.

Article 8

Règlement des différends

Si un différend s'élève entre deux ou plusieurs Parties quant à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole, ces Parties recherchent une solution par voie de négociation ou par toute autre méthode de règlement des différends acceptable pour les parties au différend.

Article 9

Signature

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature à Helsinki (Finlande) du 8 juillet 1985 au 12 juillet 1985 inclus, par les Etats membres de la Commission économique pour l'Europe et par les Etats dotés du statut consultatif auprès de la Commission économique pour l'Europe conformément au paragraphe 8 de la résolution 36 (IV) du Conseil économique et social en date du 28 mars 1947, et par les organisations d'intégration économique régionale constituées par des Etats souverains membres de la Commission économique pour l'Europe ayant compétence pour négocier, conclure et appliquer des accords internationaux dans les matières visées par le présent Protocole, sous réserve que les Etats et organisations concernés soient Parties à la Convention.

2. Dans les matières qui relèvent de leur compétence, ces organisations d'intégration économique régionale exercent en propre les droits et s'acquittent en propre des responsabilités que le présent Protocole attribue à leurs Etats membres. En pareil cas, les Etats membres de ces organisations ne peuvent exercer ces droits individuellement.

Article 10

Ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent Protocole est sujet à ratification, acceptation ou approbation par les signataires.

2. Le présent Protocole est ouvert à compter du 13 juillet 1985 à l'adhésion des Etats et organisations visés au paragraphe 1 de l'article 9.

3. Un Etat ou une organisation qui adhère au présent Protocole après son entrée en vigueur applique l'article 2 au plus tard en 1993. Toutefois, si l'adhésion au Protocole a lieu après 1990, l'article 2 peut être appliqué par la Partie considérée après 1993 mais au plus tard en 1995, et cette Partie applique l'article 6 en conséquence.

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui exerce les fonctions de dépositaire.

Article 11

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat ou organisation visé au paragraphe 1 de l'article 9 qui ratifie, accepte ou approuve le présent Protocole, ou y adhère après le dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date du dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 12

Dénonciation

A tout moment après cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole est entré en vigueur à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer le Protocole par une notification écrite adressée au dépositaire. La dénonciation prend effet le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date de sa réception par le dépositaire.

Article 13

Textes faisant foi

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, français et russe font également foi, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Helsinki, le huitième jour du mois de juillet mil neuf cent quatre-vingt-cinq.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

PROTOCOLLO ALLA CONVENZIONE DEL 1979 SULL'INQUINAMENTO ATMOSFERICO ATTRAVERSO LE FRONTIERE A LUNGA DISTANZA RELATIVO ALLA RIDUZIONE DI ALMENO IL 30% DELLE EMISSIONI DI ZOLFO O DEI LORO FLUSSI ATTRAVERSO LE FRONTIERE.

NAZIONI UNITE
1985

PROTOCOLLO ALLA CONVENZIONE DEL 1979 SULL INQUINAMENTO ATMOSFERICO ATTRAVERSO LE FRONTIERE A LUNGA DISTANZA RELATIVO ALLA RIDUZIONE DI ALMENO IL 30%, DELLE EMISSIONI DI ZOLFO O DEI LORO FLUSSI ATTRAVERSO LE FRONTIERE.

Le Parti,

decise a dare effetto alla Convenzione sull'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza;

temendo che le attuali emissioni di inquinanti atmosferici provochino estesi danni nelle regioni esposte d'Europa e d'America del Nord, a risorse naturali d'importanza vitale per l'ambiente e l'economia, quali le foreste, il suolo e le acque, nonché ai materiali (ivi compresi i monumenti storici), e possano avere, in alcune circostanze, effetti dannosi per la salute dell'uomo;

consapevoli che le principali fonti d'inquinamento atmosferico che contribuiscono all'acidificazione dell'ambiente sono: la combustione di combustibili fossili per la produzione di energia, ed i principali processi tecnologici in vari settori industriali, nonché i trasporti che causano l'emissione di diossido di zolfo, di ossidi di azoto e di altri inquinanti;

considerando che un'elevata priorità dovrebbe essere concessa alla riduzione delle emissioni di zolfo in modo da ottenere effetti positivi per l'ambiente, per la situazione economica nel suo insieme e per la salute dell'uomo;

Ricordando la decisione adottata dalla Commissione Economica delle Nazioni Unite per l'Europa (CEE), nella sua trentanovesima sessione, sottolinea l'urgenza di raddoppiare gli sforzi per riuscire a coordinare le strategie e le politiche nazionali nell'ambito della CEE, per ridurre effettivamente le emissioni di zolfo a livello nazionale;

ricordando che l'Organo esecutivo della Convenzione ha riconosciuto nella sua prima sessione la necessità di diminuire effettivamente le emissioni annue totali dei composti solforosi o dei loro flussi attraverso le frontiere entro il 1993-1995, avvalendosi dei livelli del 1980 come base di calcolo;

ricordando che la Conferenza multilaterale sulle cause e la prevenzione dei danni causati alle foreste e all'acqua dall'inquinamento atmosferico in Europa (Monaco, 24-27 giugno 1984), aveva chiesto all'Organo esecutivo della Convenzione di adottare, con assoluta priorità, una proposta in vista di un accordo speciale volto a ridurre le emissioni nazionali annue di zolfo o i loro flussi attraverso le frontiere, al più tardi entro il 1993;

notando che un certo numero di parti contraenti alla Convenzione hanno deciso di attuare riduzioni di almeno il 30% delle loro emissioni nazionali annue di zolfo o dei loro flussi attraverso le frontiere il più presto possibile ed al più tardi entro il 1993, avvalendosi dei livelli del 1980, come base per il calcolo delle riduzioni;

riconoscendo, d'altronde, che alcune Parti contraenti alla Convenzione, ancorché non abbiano firmato il presente Protocollo al momento della sua apertura alla firma, contribuiranno tuttavia in maniera rilevante alla riduzione dell'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere, o proseguiranno i loro sforzi volti al controllo delle emissioni di zolfo, come indicato nel

documento allegato al rapporto dell'Organo esecutivo relativo alla sua terza sessione;

<u>hanno convenuto</u> quanto segue:

Articolo primo

Definizione

Ai fini del oresente Protocollo,

1. Per "Convenzione" si intende la Convenzione all'inquinamen-
atmosferico
to/attraverso le frontiere a lunga distanza, adottata a Ginevra il 13 novembre 1979;

2. Per "EMEP" s'intende il Programma concertato di sorveglianza
di
continua e/valutazione del trasporto a lunga distanza degli in-quinanti atmosferici in Europa;

3. Per "Organo esecutivo", si intende l'Organo esecutivo della Convenzione, costituito ai sensi del paragrafo 1 dell'Art. 10 della Convenzione;

4. Per "Zona geografica delle attività dell'EMEP", si intende la zona definita al paragrafo 4 dell'articolo primo del Protocollo alla Convenzione del 1979 sull'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza, relativo al finanziamento a lunga scadenza del Programma concertato di sorveglianza continua e di valutazione del trasporto a lunga distanza degli inquinanti atmosferici in Europa (EMEP), adottato a Ginevra il 28 settembre 1984;

5. Per"Parti", tranne indicazioni contrarie nel testo, si intendono le Parti al resente Protocollo.

Articolo 2

Disposizioni di base

Le Parti ridurranno di almeno il 30% le loro emissioni nazionali annue di zolfo o i loro flussi attraverso le frontiere, il più presto possibile ed al più tardi entro il 1993, adottando i livelli del 1980, come base per il calcolo delle riduzioni.

Articolo 3

Riduzioni supplementari

Le Parti riconoscono la necessità, per ciascuna di loro, di esaminare a livello nazionale il bisogno di riduzioni supplementari, superiori a quelle menzionate all'art. 2, delle emissioni di zolfo o dei loro flussi attraverso le frontiere, qualora ciò sia richiesto dalla situazione ambientale.

Articolo 4

Rapporti relativi alle emissioni annue

Ogni Parte informerà annualmente l'Organo esecutivo del livello delle proprie emissioni annue di zolfo, e su quale base esso sia stato calcolato.

Articolo 5

Rilevazione dei flussi attraverso le frontiere

L'EMEP fornirà all'Organo esecutivo, in tempo utile, prima delle sue riunioni annue, le rilevazioni effettuate mediante modelli appropriati, dei quantitativi di zolfo, dei flussi attraverso le frontiere e dalle ricadute dei composti solforosi relative all'anno precedente, nella zona geografica delle attività dell'EMEP Nelle regioni al di fuori della zona delle attività dell'EMEP, vengono utilizzati modelli adeguati alle particolari circostanze.

Articolo 6

Programmi, politiche e strategie nazionali

Le Parti definiranno senza indugio, nell'ambito della Convenzione, i programmi, le politiche e le strategie nazionali che consentano di ridurre, di almeno il 30%, le emissioni di zolfo o i loro flussi attraverso le frontiere, il più presto possibile, ed al più tardi entro il 1993, e faranno rapporto in merito all'Organo esecutivo e per quanto riguarda i progressi compiuti a tal fine.

Articolo 7

Emendamenti al Protocollo

1. Ogni Parte potrà proporre emendamenti al presente Protocollo.

2. Le proposte di emendamenti saranno sottoposte per iscritto al Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa che le comunicherà a tutte le Parti.

L'Organo esecutivo esaminerà le proposte di emendamenti nel corso della sua riunione annuale successiva, dal momento in cui tali proposte siano state comunicate alle Parti dal Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa purché siano passati almeno novanta giorni.

3. Gli emendamenti al presente Protocollo saranno adottati con il consenso dei rappresentanti delle Parti; un emendamento entrerà in vigore per le Parti che lo avranno accettato il novantesimo giorno a partire dalla data in cui i due terzi delle Parti avranno depositato i propri strumenti di accettazione di detto emendamento. Un emendamento entrerà in vigore per ogni altra Parte il novantesimo giorno a partire dalla data in cui detta Parte abbia depositato il proprio strumento di accettazione di detto emendamento.

Articolo 8

Composizione delle controversie

Qualora si verifichi una controversia tra due o più Parti in merito all'interpretazione o all'applicazione del presente Protocollo, dette Parti cercheranno una soluzione mediante il negoziato o qualunque altro metodo di composizione delle controversie che sia accettabile per le Parti contendenti.

Articolo 9

Firma

1. Il presente Protocollo sarà aperto alla firma a Helsinki (Finlandia), dall'8 luglio 1985 al 12 luglio 1985 compreso, da parte degli Stati membri della Commissione economica per l'Europa, e degli Stati che godono di uno Statuto consultivo presso la Commissione economica per l'Europa in virtù del paragrafo 8 della Risoluzione 36 (IV) del 28 marzo 1947 del Consiglio economico e sociale e delle Organizzazioni d'integrazione economica regionale costituite da Stati sovrani membri della Commissione economica per l'Europa, aventi competenza per negoziare, concludere ed applicare accordi internazionali nelle materie trattate dal presente Protocollo, con riserva che gli Stati ed Organizzazioni interessate siano Parti alla Convenzione.

2. Trattandosi di questioni di loro competenza, tali organizzazioni di integrazione economica regionale potranno, a proprio nome, esercitare i diritti ad assolvere le responsabilità che il presente Protocollo conferisce ai loro Stati membri.

In tal caso, gli Stati membri di dette Organizzazioni non potranno esercitare individualmente questi diritti.

Articolo 10

Ratifica, accettazione, approvazione ed adesione

1. Il presente Protocollo è soggetto a ratifica, accettazione o approvazione da parte dei firmatari.

2. Il presente Protocollo è aperto all'adesione degli Stati ed Organizzazioni di cui al paragrafo 1 dell'articolo 9 a datare dal 13 luglio 1985.

3. Uno Stato od organizzazione che aderisca al presente Protocollo dopo la sua entrata in vigore applicherà, al più tardi entro il 1993, l'articolo 2. Tuttavia, qualora l'adesione al Protocollo avvenga dopo 1990, l'articolo 2 potrà essere applicato dalla Parte considerata dopo il 1993, ma al più tardi nel 1995, e detta Parte applicherà di conseguenza l'articolo 6.

4. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, o di adesione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che svolge le funzioni di depositario.

Articolo 11

Entrata in vigore

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo alla data del deposito del sedicesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Per ciascuno Stato o organizzazione di cui al paragrafo 1 dell'articolo 9 che ratifichi, accetti o approvi il presente Protocollo, o vi aderisca dopo il deposito del sedicesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approva-

zione o di adesione, il Protocollo entrerà in vigore il novantesimo giorno a partire dalla data in cui detta Parte avrà depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Articolo 12

Denuncia

In qualsiasi momento, dopo cinque anni dalla data in cui il presente Protocollo sarà entrato in vigore nei riguardi di una Parte, detta Parte potrà denunciare il Protocollo mediante notifica scritta indirizzata al depositario. Tale denuncia avrà effetto il novantesimo giorno a partire dalla data di ricevimento da parte del depositario.

Articolo 13

Testi autentici

L'originale del presente Protocollo, i cui testi inglese, francese e russo fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Helsinki, l'8 luglio 1985.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 607):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 10 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 gennaio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 8ª, 10ª, 12ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 28 aprile 1988.

Relazione scritta annunciata il 1° giugno 1988 (atto n. 607/*A* - relatore sen. GRAZIANI).

Esaminato in aula e approvato il 2 giugno 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2828):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 giugno 1988, con parere della commissione VIII.

Esaminato dalla III commissione il 29 giugno 1988.

Relazione scritta annunciata il 28 luglio 1988 (atto n. 2828/*A* - relatore on. DUCE).

Esaminato in aula l'11 ottobre 1988 e approvato il 13 ottobre 1988.

88G0542

LEGGE 27 ottobre 1988, n. 488.

Ratifica ed esecuzione del protocollo alla convenzione del 1979 sull'inquinamento atmosferico transfrontaliero a lunga distanza, relativo al finanziamento a lungo termine del Programma concertato di sorveglianza continua e di valutazione del trasporto a lunga distanza di sostanze inquinanti atmosferiche in Europa (EMEP), adottato a Ginevra il 28 settembre 1984.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo alla convenzione sull'inquinamento atmosferico transfrontaliero a lunga distanza, relativo al finanziamento a lungo termine del Programma concertato di sorveglianza continua e valutazione del trasporto a lunga distanza degli inquinanti atmosferici in Europa (EMEP), adottato a Ginevra il 28 settembre 1984.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 10 del protocollo stesso.

Art. 3.

1. Il Ministero dell'ambiente coordina, d'intesa con il Ministero della sanità, le attività condotte in ambito nazionale, concernenti l'applicazione della convenzione sull'inquinamento atmosferico transfrontaliero a lunga distanza, adottata a Ginevra il 13 novembre 1979 e ratificata dall'Italia con legge 27 aprile 1982, n. 289, e promuove, d'intesa con il Ministero della sanità e sentito il Ministro per il coordinamento delle iniziative per la ricerca scientifica e tecnologica, studi e ricerche in materia.

2. Allo svolgimento dei compiti di cui al comma 1 nonché delle attività necessarie per la misurazione dell'inquinamento atmosferico sul territorio nazionale, il Ministero dell'ambiente, d'intesa con il Ministero della sanità e sentito il Ministro per il coordinamento delle iniziative per la ricerca scientifica e tecnologica, provvede mediante convenzioni da stipularsi con enti pubblici o privati.

Art. 4.

1. L'onere derivante dall'attuazione della presente legge è valutato in lire 250 milioni per ciascuno degli anni 1988 e 1989, in lire 160 milioni per l'anno 1990 e in lire 100 milioni annui a decorrere dal 1991.

2. Al detto onere si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1988-1990, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1988, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento predisposto per «Ratifica ed esecuzione di accordi internazionali ed interventi diversi».

3. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 5.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 ottobre 1988

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

PROTOCOLE A LA CONVENTION DE 1979 SUR LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE TRANSFRONTIERE A LONGUE DISTANCE, RELATIF AU FINANCEMENT A LONG TERME DU PROGRAMME CONCERTE DE SURVEILLANCE CONTINUE ET D'EVALUATION DU TRANSPORT A LONGUE DISTANCE DES POLLUANTS ATMOSPHERIQUES EN EUROPE (EMEP)

NATIONS UNIES

1984

PROTOCOLE A LA CONVENTION DE 1979 SUR LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE TRANSFRONTIERE A LONGUE DISTANCE, RELATIF AU FINANCEMENT A LONG TERME DU PROGRAMME CONCERTE DE SURVEILLANCE CONTINUE ET D'EVALUATION DU TRANSPORT A LONGUE DISTANCE DES POLLUANTS ATMOSPHERIQUES EN EUROPE (EMEP)

Les Parties contractantes,

Rappelant que la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (ci-après dénommée "la Convention") est entrée en vigueur le 16 mars 1983,

Conscientes de l'importance que revêt le "Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe" (ci-après dénommé EMEP), visé aux articles 9 et 10 de la Convention,

Conscientes des résultats positifs obtenus jusqu'ici dans la mise en oeuvre de l'EMEP,

Reconnaissant que la mise en oeuvre de l'EMEP a jusqu'à présent été rendue possible grâce aux moyens financiers fournis par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et grâce aux contributions volontaires des gouvernements,

Ayant présent à l'esprit que la contribution du PNUE ne continuera à être versée que jusqu'à la fin de 1984, que la somme de cette contribution et des contributions volontaires des gouvernements ne couvre pas intégralement le coût de l'application du plan de travail de l'EMEP et qu'il sera par conséquent nécessaire de prendre des dispositions pour assurer le financement à long terme après 1984,

Considérant l'appel lancé par la Commission économique pour l'Europe aux gouvernements des pays membres de la CEE dans sa décision B (XXXVIII), par laquelle elle leur demande instamment de fournir, selon des modalités à convenir à la première réunion de l'Organe exécutif de la Convention (ci-après dénommé 'l'Organe exécutif'), les fonds dont celui-ci aura besoin pour mener à bien ses activités, en particulier celles qui ont trait aux travaux de l'EMEP,

Notant que la Convention ne contient aucune disposition relative au financement de l'EMEP et qu'il est donc nécessaire de prendre des dispositions appropriées à ce sujet,

Tenant compte des éléments à prendre en considération pour l'élaboration d'un instrument officiel complétant la Convention, qui sont énoncés dans les recommandations adoptées par l'Organe exécutif à sa première session (7-10 juin 1983),

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

Définitions

Aux fins du présent Protocole :

1. On entend par "quote-part ONU" la quote-part d'une Partie contractante pour l'exercice financier considéré, selon le barème des quotes-parts établi pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies.

On entend par "exercice financier" l'exercice financier de l'Organisation des Nations Unies; les expressions "base annuelle" et "dépenses annuelles" doivent être interprétées en conséquence.

3. On entend par "Fonds général d'affectation spéciale" le Fonds général d'affectation spéciale pour le financement de l'application de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance qui a été créé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. On entend par "zone géographique des activités de l'EMEP" la zone qui fait l'objet d'une surveillance coordonnée par les centres internationaux de l'EMEP a/.

Article 2

Financement de l'EMEP

Les ressources de l'EMEP couvrent les dépenses annuelles des centres internationaux coopérant dans le cadre de l'EMEP qui sont liées aux activités inscrites au programme de travail de l'Organe directeur de l'EMEP.

Article 3

Contributions

1. Conformément aux dispositions du présent article, l'EMEP est financé par des contributions obligatoires complétées par des contributions volontaires. Les contributions peuvent être versées en monnaie convertible, en monnaie non conve tible ou en nature.

2. Les contributions obligatoires sont versées sur une base annuelle par toutes les Parties contractantes au présent Protocole qui se trouvent dans la zone géographique des activités de l'EMEP.

3. Des contributions volontaires peuvent être versées par les Parties contractantes au présent Protocole et par les Signataires, même si leur territoire se trouve en dehors de la zone géographique des activités de l'EMEP, ainsi que sur la recommandation de l'Organe directeur de l'EMEP et sous réserve de l'approbation de l'Organe exécutif, par tout autre pays, organisation ou particulier qui souhaite verser des contributions au programme de travail.

4. Les dépenses annuelles liées au programme de travail sont couvertes par les contributions obligatoires. Les contributions en espèces et en nature, telles que celles des pays hôtes des centres internationaux, sont spécifiées dans le programme de travail. Les contributions volontaires peuvent, sur la recommandation de l'Organe directeur et sous réserve de l'approbation de l'Organe exécutif, être utilisées soit pour réduire les contributions obligatoires, soit pour financer des activités particulières entrant dans le cadre de l'EMEP.

5. Les contributions en espèces - obligatoires ou volontaires - sont versées au Fonds général d'affectation spéciale.

---

a/ Ces centres internationaux sont actuellement le Centre de coordination pour les questions chimiques, le Centre de synthèse météorologique-Est et le Centre de synthèse météorologique-Ouest.

Article 4

Répartition des dépenses

1. Les contributions obligatoires sont déterminées conformément aux dispositions de l'annexe au présent Protocole.

2. L'Organe exécutif envisagera la nécessité de réviser l'annexe :

a) si le budget annuel de l'EMEP augmente de deux fois et demie par rapport au budget annuel adopté pour l'année d'entrée en vigueur du présent protocole ou, si elle est postérieure, pour l'année du dernier amendement à l'annexe;

b) si l'Organe exécutif, sur la recommandation de l'Organe directeur, désigne un nouveau centre international;

c) six ans après l'entrée en vigueur du présent protocole ou, s'il est postérieur, six ans après le dernier amendement à l'annexe.

3. Les amendements à l'annexe sont adoptés par consensus par l'Organe exécutif.

Article 5

Budget annuel

Le budget annuel de l'EMEP est établi par l'Organe directeur de l'EMEP et adopté par l'Organe exécutif un an au plus tard avant le début de l'exercice financier correspondant.

Article 6

Amendements au Protocole

1. Toute Partie contractante au présent Protocole peut proposer des amendements au Protocole.

2. Le texte des amendements proposés est soumis par écrit au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui le communique à toutes les Parties contractantes au Protocole. L'Organe exécutif examine les amendements proposés à sa réunion annuelle suivante, pour autant que ces propositions aient été communiquées aux Parties contractantes au Protocole par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe au moins quatre-vingt-dix jours à l'avance.

3. Un amendement au présent Protocole autre qu'un amendement à l'annexe doit être adopté par consensus par les représentants des Parties contractantes au Protocole, et il entrera en vigueur pour les Parties contractantes au Protocole qui l'auront accepté le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date à laquelle les deux tiers de ces Parties contractantes auront déposé leur instrument d'acceptation auprès du dépositaire. L'amendement entrera en vigueur pour toute autre Partie contractante le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date à laquelle ladite Partie contractante aura déposé son instrument d'acceptation de l'amendement.

Article 7

Règlement des différends

Si un différend vient à surgir entre deux ou plusieurs Parties contractantes au présent Protocole quant à l'interprétation ou à l'application du Protocole, lesdites Parties recherchent une solution par la négociation ou par toute autre méthode de règlement des différends qu'elles jugent acceptable.

Article 8

Signature

1. Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Etats membres de la Commission économique pour l'Europe, des Etats dotés du statut consultatif auprès de la Commission économique pour l'Europe en vertu du paragraphe 8 de la résolution 36 (IV) adoptée par le Conseil économique et social le 28 mars 1947 et des organisations d'intégration économique régionale constituées par des Etats souverains membres de la Commission économique pour l'Europe et ayant compétence pour négocier, conclure et appliquer des accords internationaux dans les matières couvertes par le présent Protocole, à condition que les Etats et organisations concernés soient Parties à la Convention, à l'Office des Nations Unies à Genève, du 28 septembre au 5 octobre 1984 inclus, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York jusqu'au 4 avril 1985.

2. S'agissant de questions qui relèvent de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale mentionnées ci-dessus peuvent, en leur nom propre, exercer les droits et s'acquitter des responsabilités que le présent Protocole confère à leurs Etats membres. En pareil cas, les Etats membres de ces organisations ne sont pas habilités à exercer ces droits individuellement.

Article 9

Ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation ou approbation par les Signataires.

2. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion des Etats et organisations visés au paragraphe 1 de l'article 8 à compter du 5 octobre 1984.

3. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui remplira les fonctions de dépositaire.

Article 10

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date à laquelle :

a) les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auront été déposés par au moins dix-neuf Etats et organisations visés au paragraphe 1 de l'article 8, qui se trouvent dans la zone géographique des activités de l'EMEP, et

b) le total des quotes-parts ONU de ces Etats et organisations dépassera quarante pour cent.

2. A l'égard de chaque Etat et organisation visés au paragraphe 1 de l'article 8 qui ratifie, accepte ou approuve le présent Protocole ou y adhère lorsque les conditions d'entrée en vigueur énoncées au paragraphe 1 a) ci-dessus ont été remplies, le Protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date du dépôt, par ledit Etat ou ladite organisation, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou l'adhésion.

Article 11

Dénonciation

1. A tout moment après l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole sera entré en vigueur à l'égard d'une Partie contractante, ladite Partie contractante pourra dénoncer le Protocole par notification écrite adressée au dépositaire. Cette dénonciation prendra effet le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date à laquelle elle aura été reçue par le dépositaire.

2. Les obligations financières de la Partie qui dénonce le Protocole demeureront inchangées jusqu'à ce que la dénonciation prenne effet.

Article 12

Textes authentiques

L'Original du présent Protocole, dont les textes anglais, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Genève, le vingt-huit septembre mil neuf cent quatre-vingt quatre.

Annexe mentionnée à l'article 4 du Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP)

Les contributions obligatoires pour la répartition des dépenses du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP) sont calculées selon le barème ci-après :

	%
Autriche	1.59
Bulgarie	0.35
Espagne	3,54
Finlande	1,07
Hongrie	0,45
Islande	0,06
Liechtenstein	0,02
Norvège	1,13
Pologne	1,42
Portugal	0,30
République démocratique allemande	2,74
RSS de Biélorussie	0,71
RSS d'Ukraine	2,60
Roumanie	0,37
Saint-Marin	0,02
Saint-Siège	0,02
Suède	2,66
Suisse	2,26
Tchécoslovaquie	1,54
Turquie	0,60
URSS	20,78
Yougoslavie	0,60

Etats membres de la Communauté économique européenne :

Allemagne, République fédérale d'	15,73
Belgique	2,36
Danemark	1,38
France	11,99
Grèce	1,00
Irlande	0,50
Italie	6,89
Luxembourg	0,10
Pays-Bas	3,28
Royaume-Uni	8,61
Communauté économique européenne	3,33
TOTAL	100,00

L'ordre dans lequel les Parties contractantes figurent dans l'Annexe se rapporte spécifiquement au système de répartition des dépenses tel que convenu par l'Organe Exécutif de la Convention. En conséquence cet ordre est un élément spécifique du Protocole sur le financement de l'EMEP.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution on Long-Term Financing of the Co-operative Programme for Monitoring and Evaluation of the Long-Range Transmission of Air Pollutants in Europe (EMEP), done at Geneva on 28 September 1984, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations, as the said Protocol was opened for signature.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme du Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du programme concerté de surveillanc continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériqu en Europe (EMEP), fait à Genève le 28 septembre 1984, dont l'original se trouve déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, tel que ledit Protocole a été ouvert à la signature.

For the Secretary-General,
The Legal Counsel:

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique :

Carl-August Fleischhauer

United Nations, New York
18 October 1984

Organisation des Nations Unies, New York
Le 18 octobre 1984

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Protocollo alla Convenzione del 1979 sull'inquinamento atmosferico transfrontaliero a lunga distanza, relativo al finanziamento a lungo termine del programma concertato di sorveglianza continua e di valutazione del trasporto a lunga distanza di inquinanti atmosferici in Europa (EMEP).

LE PARTI CONTRAENTI

ricordando che la Convenzione sull'inquinamento atmosferico transfrontaliero a lunga distanza (qui di seguito chiamata "la Convenzione") è entrata in vigore il 16 marzo 1983;

consapevoli dell'importanza che riveste il "Programma concertato di sorveglianza continua e di valutazione del trasporto a lunga distanza di inquinanti atmosferici in Europa" (qui di seguito chiamato EMEP), previsto dagli artt. 9 e 10 della Convenzione;

consapevoli dei risultati positivi ottenuti finora nella messa in opera dell'EMEP;

riconoscendo che la messa in opera dell'EMEP fino ad oggi è stata resa possibile grazie ai mezzi finanziari forniti dal Programma delle Nazioni Unite per l'Ambiente (PNUE) e grazie alle attribuzioni volontarie dei Governi;

avendo presente che la contribuzione del PNUE continuerà ad essere versata solo fino al termine del 1984, che la somma di tale contributo e dei contributi volontari dei Governi non copre interamente il costo dell'applicazione del piano di lavoro dell'EMEP e che sarà, in conseguenza, necessario prendere misure per assicurare il finanziamento a lungo termine per gli anni successivi al 1984;

considerato l'appello lanciato dalla Commissione Economica per l'Europa ai Governi dei Paesi membri della CEE nella sua decisione B (XXXVIII), con la quale essa domanda di fornire, secondo le modalità da convenirsi alla prima riunione dell'Organo esecutivo

della Convenzione (qui di seguito chiamato l'"Organo Esecutivo), i fondi di cui questo avrà bisogno per condurre a buoni fini le sue attività, in particolare quelle che hanno riferimento ai lavori dell'EMEP;

osservando che la Convenzione non contiene alcuna disposizione relativa al finanziamento dell'EMEP, e che è, dunque, necessario prendere misure appropriate al riguardo;

tenendo conto degli elementi da prendere in considerazione per l'elaborazione di uno strumento ufficiale completante la Convenzione che sono enunciati nelle raccomandazioni adottate dall'Organo Esecutivo nella sua prima sessione (7-8 giugno 1983),

hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO PRIMO

Al fine del presente Protocollo:

1. Si intende per "quota-parte ONU" la quota parte di una Parte contraente per l'esercizio finanziario considerato, secondo il parametro delle quote-parti stabilito per la ripartizione delle spese delle Nazioni Unite,

2. Si intende per "esercizio finanziario", l'esercizio finanziario dell'Organizzazione delle Nazioni Unite: le espressioni "base annuale" e "spese annuali" debbono essere interpretate

3. Si intende per "fondo generale di stanziamento speciale" il Fondo generale di stanziamento speciale per il finanziamento dell'aaplicazione della Convenzione sull'inquinamento atmosferico transfrontaliero a lunga distanza, che è stato

tario Generale dell'ONU.

4. Si intentde per "zona geografica" delle attività dell'EMEP" "la zona che forma oggetto di una sorveglianza coordinata da parte dei centri internazionali dell'EMEP (a).

ARTICOLO 2

Finanziamento dell'EMEP

Le risorse dell'EMEP coprono le spese annuali dei Centri Internazionali cooperanti nel quadro dell'EMEP che sono legati alle attività iscritte nel programma di lavoro dell'Organo direttore dell'EMEP.

ARTICOLO 3

CONTRIBUTI

1. Confermemente alle disposizioni del presente articolo, l'EMEP è finanziato dai contributi obbligatori integrati da contributi volontari. I contributi possono essere versati in valuta convertibile, in valuta non convertibile o in natura.

(a) - Questi Centri internazionali sono attualmente il centro di coordinamento per le questioni chimiche, il centro di sintesi meteorologica Est ed il centro di sintesi meteorologica Ovest.

2. I contributi obbligatori sono versati su una base annuale da tutte le Parti contraenti al presente Protocollo, che si trovano nelle zona geografica delle attività dell'EMEP.

3. Dei contributi volontari possono essere versati dalle Parti contraenti al presente Protocollo e dai firmatari, anche se il loro territorio si trovi fuori della zona geografica delle attività dell'EMEP, così come, su raccomandazione dell'Organo Direttore dell'EMEP e sotto riserva di approvazione da parte dell'Organo esecutivo, da ogni altro Paese, organizzazione o singolo che vogliaversare contributi al programma di lavoro.

4. Le spese annuali legate al programma di lavoro sono coperte dai contributi obbligatori. I contributi in danaro e in natura , come quelli dei centri ospiti dei Centri internazionali, sono specificati nel programma di lavoro. I contributi volontari possono, su raccomandazione dell'Organo Direttore e soto riserva

di approvazione da parte dell'Organo esecutivo, essere utilizzati sia per ridurre i contributi obbligatori, sia per finanziare delle attività particolari rientranti nel quadro dell'EMEP.

5. I contributi in danaro - obbligatori o volontari - sono versati al Fondo generale di stanziamento speciale.

ARTICOLO 4

Ripartizione delle spese

1. I contributi obbligatori sono determinanti conformemente alle disposizione dell'allegato al presente Protocollo.

2. L'Organo esecutivo valuterà la necessità di modificare l'allegato:

a) se il bilancio annuale dell'EMEP aumenta di due volte e mezza in rapporto al bilancio annuale adottato per l'anno di entrata in vigore del presente Protocollo o, se esso è posteriore per l'anno dell'ultimo emendamento all'allegato:

b) se l'Organo esecutivo, su raccomandazione dell'Organo direttore, designa un nuovo Centro internazionale;

c) sei anni dopo l'entrata in vigore del presente Protocollo o, se è posteriore, sei anni dopo l'ultimo emendamento all'allegato.

3. Gli emendamenti all'allegato sono adottati per consenso dall'Organo esecutivo.

ARTICOLO 5

Bilancio Annuale

Il bilancio annuale dell'EMEP è redatto dall'Organo direttore dell'EMEP e adottato dall'Organo esecutivo al più tardi un anno prima dell'inizio dell'esercizio finanziario corrispondente.

ARTICOLO 6

Emendamenti al Protocollo

1. Ogni Parte contraente al presente Protocollo può proporre emendamenti al Protocollo.

2. Il testo degli emendamenti proposto è sottoposto per iscritto al Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa, che lo comunica a tutte le Parti contraenti al Protocollo. L'Organo esecutivo esamina gli emendamenti proposti alla sua riunione annuale successiva, sempre che tali proposte siano state comunicate alle Parti contraenti al Protocollo dal Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa almeno novanta giorni prima.

3. Un emendamento al presente Protocollo diverso da un emendamento all'allegato deve essere adottato per consenso dai Rappresentanti delle Parti contraenti al Protocollo ed entrerà in vigore per le Parti contraenti al Protocollo che lo avranno accettato il novantesimo giorno a decorrere dalla data alla quale i due terzi di queste Parti contraenti avranno depositato il loro strumento di accettazione presso il depositario. L'emendamento risulta in vigore per ogni altra Parte contraente il novantesimo giorno a decorrere dalla data alla quale la detta Parte contraente avrà depositato il suo strumento di accettazione dell'emendamento.

ARTICOLO 7

Regolamento delle Controversie

Se una controversia sorge tra due o più Parti contraenti al presente Protocollo sulla interpretazione o l'applicazione al Protocollo, le dette Parti ricercano una soluzione con il negoziato o con ogni altro mezzo di regolamento delle controversie che esse giudichino accettabile.

ARTICOLO 8

Firma

1. Il presente Protocollo sarà aperto alla firma degli Stati membri della Commissione economica per l'Europa, degli Stati dotati di Statuto consultivo presso la Commissione economica per l'Europa in virtù del paragrafo 8 della Risoluzione 36 (IV) adottata dal Consiglio economico e sociale il 28.3.1947 e delle organizzazioni di integrazione economica regionale costituite dagli Stati sovrani membri della Commissione economica per l'Europa ed aventi competenza per negoziare, concludere ed applicare accordi internazionali nelle materie coperte dal presente Protocollo, a condizione che gli Stati ed Organizzazioni interessate siano Parti alla Convenzione, all'Ufficio dell'ONU a Ginevra, dal 28 settembre al 5 ottobre 1984 incluso, ed in seguito al seggio dell'ONU a New York fino al 4 aprile 1985.

2. Trattandosi di questioni che appartengono ala loro competenza, le Organizzazioni di integrazione economica regionale menzionate sopra possono, a loro nome, esercitare i diritti ed assumere le responsabilità che il presente Protocollo attribuisce ai loro Stati membri. In tal caso gli Stati membri di queste Organizzazioni non sono abilitati ad esercitare tali diritti individualmente.

ARTICOLO 9

Ratifica, accettazione, approvazione ed adesione

1. Il presente Protocollo è sottoposto a ratifica, accettazione o approvazione da parte dei firmatari.

2. Il presente Protocollo sarà aperto all'adesione degli Stati e delle Organizzazioni previste dal par. 1 dell'art. 8 a decorrere dal 5 ottobre 1984.

3. Gli strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'ONU, che assolverà alle funzioni di depositario.

ARTICOLO 10

Entrata in vigore

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore il novantesimo giorno dalla data alla quale:a) gli strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione saranno stati depositatti da almeno 19 Stati ed Organizzazioni previste dal par. 1 dell'art. 8, che si trovino nella zona geografica dell'attività dell'EMEP; b) il totale delle quote parti ONU di tali Stati ed Organizzazioni superino il 40%.

2. Nei confronti di ogni Stato ed Organizzazione previsti dal par. 1 dell'art. 8 che ratifica, accetta o approva il presente Protocollo o vi aderisce quando le condizioni di entrata in vigore enunciate al par. 1 a) precedente sono state soddisfatte, il Protocollo entrerà in vigore il novantesimo giorno dalla data del deposito, da parte di detto Stato o Organizzazione, del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

ARTICOLO 11

DENUNCIA

1. In ogni momento dopo la scadenza di un termine di 5 anni dalla data alla quale il presente Protocollo sarà entrato in vigore nei confronti di una Parte contraente, detta Parte contraente potrà denunciare il Protocollo mediante notifica scritta indirizzata al depositario. Questa denuncia prenderà effetto il novantesimo giorno dalla data alla quale essa sarà stata ricevuta dal depositario.

2. Le obbligazioni finanziarie della Parte che denuncia il Protocollo restano ferme fino a che la denuncia prenda effetto.

ARTICOLO 12

Testi autentici

L'originale del presente Protocollo, di cui i testi inglese frencese e russo fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario Generale dell'ONU.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Ginevra il 28.9.1984.

Allegato menzionato all'art. 4 del Protocollo alla Convenzione del 1979 sull'inquinamento atmosferico transfrontaliero a lunga distanza relativo al finanziamento al lungo termine del programma concertato di sorveglianza continua e di valutazione del trasporto a lunga distanza di inquinanti atmosferici in Europa (EMEP).

I contributi obbligatori per la ripartizione delle spese del programma concertato di sorveglianza continua e di valutazione del trasporto a lunga distanza degli inquinanti atmosferici in Europa (EMEP) sono calcolati secondo la seguente scala:

	%
AUSTRIA	1,59
BULGARIA	0,35
SPAGNA	3,54
FINLANDIA	1,07
UNGHERIA	0,45
ISLANDA	0,06
LIECHTENSTAIN	0,02
NORVEGIA	1,13
POLONIA	1,42
PORTOGALLO	0,30

REPUBBLICA DEMOCRATICA TEDESCA	2,74
RSS di BIELORUSSIA	0,71
RSS di UCRAINA	2,60
ROMANIA	0,37
SAN MARINO	0,02
SANTA SEDE	0,02
SVEZIA	2,66
SVIZZERA	2,26
CECOSLOVACCHIA	1,54
TURCHIA	0,60
U.R.S.S.	20,78
JUGOSLAVIA	0,60

Stati membri della CEE:

REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA	15,73
BELGIO	2,36
DANIMARCA	1,38
FRANCIA	11,99
GRECIA	1,00
IRLANDA	0,50
ITALIA	6,89
LUSSEMBURGO	0,10
PAESI BASSI	3,28
REGNO UNITO	8,61
C.E.E.	3,33
	100,00

L'ordine nel quale le Parti contraenti figurano nell'allegato si collega specificamente al sistema di ripartizione delle spese quale convenuto dall'Organo esecutivo della Convenzione. In conseguenza questo ordine è un elemento specifico del Protocollo sul finanziamento dell'EMEP.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 603):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 10 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 26 gennaio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 7ª, 12ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione l'11 maggio 1988.

Relazione scritta annunciata il 1° giugno 1988 (atto n. 603/*A* - relatore sen. GEROSA).

Esaminato in aula e approvato il 2 giugno 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2825):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 giugno 1988, con pareri delle commissioni V e VIII.

Esaminato dalla III commissione il 29 giugno 1988.

Relazione scritta annunciata il 27 luglio 1988 (atto n. 2825/*A* - relatore on. DUCE).

Esaminato in aula l'11 ottobre 1988 e approvato il 13 ottobre 1988.

88G0543

GIUSEPPE MARZIALE, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(9651960) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.